

1975

Lettre aux adhérents N° 3

PEUPLE ET CULTURE

27, rue Cassette 75006 PARIS

AVIS IMPORTANT

Vous trouverez ci-inclus un bulletin d'adhésion pour l'année 1976. N'oubliez pas de régler le plus vite possible votre cotisation ; vous n'ignorez pas l'importance que revêt votre soutien pour le Mouvement.

Nous vous adressons également un formulaire d'abonnement aux fiches de lecture. Les abonnés aux fiches de lecture reçoivent six fiches de lecture par an. Pour l'année 1975, les titres suivants ont été envoyés aux abonnés :

- Le Bachelier, de J. VALLES
- L'Insurgé, de J. VALLES
- Mes universités, de M. GORKI
- Des souris et des hommes, de J. STEINBECK
- L'arrache cœur, de B. VIAN
- Approche des principaux écrivains féminins français contemporains, par M. ECHARD

Soutenez notre effort en souscrivant un abonnement, et en faisant connaître autour de vous les activités et les publications de notre association.

INTRODUCTION

La présente lettre aux adhérents, la troisième de l'année, est presque entièrement consacrée aux travaux de l'Assemblée Générale de Peuple et Culture qui s'est déroulée à Paris les 10 et 11 novembre 1975.

Il nous paraît normal et nécessaire que les adhérents du mouvement reçoivent une documentation aussi détaillée que possible sur cette réunion la plus importante de notre calendrier actuel.

Vous trouverez ainsi dans cette lettre :

- 1 — de larges extraits du Rapport Moral qui a été approuvé à l'unanimité après de très amples discussions,
- 2 — des rapports complémentaires sur :
 - les travaux de la Commission Méthodes,
 - L'Ecole de Formation d'animateurs de Peuple et Culture National,
- 3 — les principales décisions prises par l'Assemblée Générale.

Dans notre prochaine lettre, vous recevrez en outre :

- le rapport du groupe Autoformation par la documentation,
- le rapport sur l'Ecole de formation d'animateurs de Grenoble,
- les rapports des associations régionales Peuple et Culture.

Tous ces rapports ont été présentés et discutés au cours de l'Assemblée Générale.

Notre éditorial, prenant appui sur les travaux de l'Assemblée Générale, s'efforce, lui, d'indiquer quelques préoccupations majeures pour 1976. C'est pourquoi, contrairement à l'habitude, nous l'avons placé à la fin de la présente lettre qui sera la dernière de l'année en cours.

EXTRAITS DU RAPPORT MORAL

Un rapport moral et « politique » annuel doit être, à notre modeste niveau, l'équivalent de ce rapport sur l'état de l'Union que le Président des USA doit présenter au Congrès au début de chaque année. Je m'efforcerai donc ci-dessous de donner à l'Assemblée Générale un rapport sur l'état de notre Association et sur la vie de celle-ci depuis la précédente Assemblée Générale.

I — STRUCTURES

Le Conseil d'Administration a tenu 4 réunions, dont une en province dans le Nord. Son fonctionnement ne donne lieu à aucune observation particulière. Libéré des longues et fastidieuses séances d'études et d'information sur les problèmes financiers qui avaient caractérisé l'année 1974, il a pu à plusieurs reprises consacrer une partie de ses séances à des réflexions plus fondamentales, notamment sur l'orientation de notre travail en matière de formation professionnelle continue.

Le Bureau national a fonctionné fréquemment et avec régularité, parfois sous forme de Commission financière élargie.

L'on doit déplorer par contre l'absence d'activités de l'association des adhérents individuels et du groupe des Formateurs-Animateurs nationaux. Peut-être les réunions bi-mensuelles du Centre d'Etudes et de Programmation ont-elles en partie pallié cette absence. Celles-ci, en effet, ont eu lieu avec beaucoup de régularité et ont donné lieu à la diffusion d'intéressants

comptes-rendus, mais elles ne regroupent généralement que les parisiens. Sur le plan inter-régional seuls quelques contacts bilatéraux ont pu être enregistrés.

II — ACTIVITÉS DES SERVICES

Une association, ce sont surtout **des activités**. Nous sommes un Mouvement de formation d'animateurs et de formateurs. C'est là chaque année le secteur le plus important de notre programme. Depuis la dernière Assemblée Générale nous avons organisé **deux sessions nationales** (c'est-à-dire directement organisées par les services communs), qui se sont déroulées à Annecy (Université Lecture) et à Marly-le-Roi (Université Méthodes), et ont regroupé quatre vingt cinq participants.

Toutes les autres activités figurant dans la présentation de 1975 (qui en alignait au total 47) ont été organisées par les associations régionales. Je rappelle qu'il s'agit là uniquement des sessions ouvertes à un recrutement national. A ce jour, 30 des activités programmées ont été réalisées.

Les sessions et stages P.C.A. (promotion culturelle et collective agricole) ayant un recrutement spécifique et limité ne figurent pas au calendrier que nous destinons à une diffusion générale. Toutefois du fait que leur financement s'opère par une subvention générale, nous disposons à leur sujet d'informations statistiques précises.

En ce qui concerne le contenu de ces actions, je rappellerai que depuis longtemps nos animateurs concernés voudraient pouvoir organiser un échange de vues inter-régional. Par ailleurs l'expérience de Peuple et Culture dans le domaine de la lecture pourrait servir de base à une action expérimentale en milieu rural en 1976.

Les associations régionales organisent un grand nombre d'activités de formation qui ne figurent pas au calendrier national parce que leur recrutement est limité. Le Mouvement ne possédant pas encore une statistique intégrée, le Secrétaire général ne peut que mentionner l'existence de ces activités qui constituent probablement un ensemble très important. Il serait à coup sûr utile au Mouvement de disposer de données complètes sur la totalité des activités de la Confédération. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions savoir si l'ensemble de nos formations est en progression ou en régression, et quels thèmes, sujets et orientations correspondent aux besoins et aux vœux de nos publics.

III — PEUPLE ET CULTURE ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE

Les sessions et stages que nous animons dans le système créé par la Loi du 16 juillet 1971 sur la formation professionnelle continue se distinguent des précédentes par deux aspects principaux :

- nous ne sommes pas les organisateurs de ces activités — notre intervention s'y inscrit dans le cadre d'un contrat ou d'une convention conclus avec une entreprise ou une administration,
- les participants ne sont pas recrutés ou admis par nous ; leur présence est le résultat de décisions (choix personnel ou obligation de service) sur lesquelles nous n'exerçons généralement que peu ou pas d'influence.

Nous nous efforçons toutefois d'améliorer cette situation de départ

- en demandant à nos partenaires d'être associés le plus tôt possible à l'établissement des plans de formation,

- en exigeant pour nos interventions l'accord des représentants du personnel,
- en demandant la prise en charge, du point de vue financier de notre participation à l'élaboration des plans et programme de formations,
- en usant de notre expérience pour influencer, dans une certaine mesure, les orientations des responsables (Comités d'Entreprises et Directions) qui font appel à nos services.

Nos interventions dans le cadre de la loi du 16 juillet 1971 ont connu en 1975 une progression importante, qui ne porte pas tant sur le nombre de contrats, mais sur les produits financiers et le nombre de journées de formateurs. Ces activités correspondent tout particulièrement à notre vocation fondamentale : être présents partout où nous pouvons contribuer à la réduction des injustices et des inégalités en matière d'éducation et de culture. Il faut en effet souligner que nos interventions s'adressent dans une proportion croissante aux salariés les moins favorisés et aux jeunes salariés. Il y a sur ce plan concordance entre l'orientation de ces interventions et celle de la session méthodes de 1975.

En 1975 a été lancée l'opération 50.000 jeunes, destinée aux adolescents qui quittent l'école sans trouver un emploi. Cette initiative prête certes à des critiques sérieuses et nombreuses. Néanmoins il paraît préférable, puisqu'elle doit avoir lieu de toutes façons, qu'elle soit menée au moins partiellement dans l'esprit de Peuple et Culture. C'est pourquoi le Conseil d'Administration et le Bureau National ont approuvé l'action des associations régionales Peuple et Culture qui ont signé des contrats avec les administrations concernées pour prendre en charge des groupes de jeunes en préformation.

En collaboration avec nos camarades de la Fédération Léo-

Lagrange et de Culture et Liberté, avec les responsables du Fonds Assurance Formation Uniformation, et de plusieurs autres organismes, nous avons créé en 1975 un groupe de travail sur les divers problèmes que pose l'application de la législation de 1971. Ce groupe s'est assuré une représentation à l'Expo-Formation, salon de la Formation permanente qui s'est tenu en mai au Palais de la Porte Maillot. Nos stands ont reçu la visite de plus de 600 personnes intéressées. Nous avons également assuré une table ronde sur les améliorations que les associations voudraient voir introduites sur la Loi du 16 juillet 1971 en particulier en ce qui concerne les « exclus » (y compris les demandes individuelles de formation qui ne sont pas prises en charge par les entreprises), les expériences de décisions paritaires, les formations professionnelles comme élément de la formation permanente. Les résultats de ces journées seront portés à la connaissance des parlementaires qui, à la session de printemps de 1976 auraient à débattre d'un projet de refonte de cette Loi. Cette proposition du groupe de travail a reçu l'accord de principe du Secrétariat d'Etat. Nos associations régionales, comme les structures régionales de Culture et Liberté et de Léo-Lagrange pourront, si elles le désirent, participer à la préparation de ces journées d'études.

Une nouvelle promotion de 16 élèves est entrée en formation à Paris le 1er janvier 1975. Sa scolarité se déroule au Siège de la rue Cassette, sous la direction pédagogique et administrative de Marc VIGNAL, qui effectuera un rapport.

Le Secrétariat d'Etat à la Jeunesse a décidé de modifier à partir de janvier 1976 les conventions en vigueur, dans le sens d'une plus grande décentralisation. Les promotions confiées à Peuple et Culture Isère et à Peuple et Culture Région Parisienne devront faire l'objet de conventions avec les Fonds régionaux correspondants, la promotion directement prise en charge par l'association nationale continuera à faire l'objet d'une convention nationale. A cette occasion le Secrétariat

d'Etat nous a accordé une augmentation du nombre total des élèves qui atteint maintenant 45.

Parmi les problèmes que nous pose l'Ecole s'inscrivent en premier lieu :

- la nécessité de trouver un équilibre entre l'aspiration des élèves à des formes plus ou moins précises d'autogestion et d'autoformation d'une part, et la nécessité pour notre mouvement de leur donner une formation sérieuse, opérationnelle, à la fois théorique et pratique.
- la nécessité d'assurer à tous les élèves un débouché professionnel en relation avec leurs capacités et leurs goûts.
- la nécessité de préciser et d'améliorer les conditions de recrutement.

Comme la formation professionnelle continue, l'Ecole correspond pour nous à un besoin profondément ressenti car l'un des principaux mouvements français de formation d'animateurs ne saurait rester à l'écart d'une évolution qui renforce sans cesse le côté professionnalisé de l'animation.

Parmi les extensions à envisager pour 1976 peuvent être mentionnées :

- la création éventuelle d'une ou de plusieurs nouvelles sections régionales de l'Ecole d'Animateurs,
- une participation de Peuple et Culture à des activités de formation de personnel hospitalier,
- une expérience Peuple et Culture de reconversion pour les professions d'animation et de formation de certaines catégories de chômeurs.

Lagrange et de Culture et Liberté, avec les responsables du Fonds Assurance Formation Uniformation, et de plusieurs autres organismes, nous avons créé en 1975 un groupe de travail sur les divers problèmes que pose l'application de la législation de 1971. Ce groupe s'est assuré une représentation à l'Expo-Formation, salon de la Formation permanente qui s'est tenu en mai au Palais de la Porte Maillot. Nos stands ont reçu la visite de plus de 600 personnes intéressées. Nous avons également assuré une table ronde sur les améliorations que les associations voudraient voir introduites sur la Loi du 16 juillet 1971 en particulier en ce qui concerne les « exclus » (y compris les demandes individuelles de formation qui ne sont pas prises en charge par les entreprises), les expériences de décisions paritaires, les formations professionnelles comme élément de la formation permanente. Les résultats de ces journées seront portés à la connaissance des parlementaires qui, à la session de printemps de 1976 auraient à débattre d'un projet de refonte de cette Loi. Cette proposition du groupe de travail a reçu l'accord de principe du Secrétariat d'Etat. Nos associations régionales, comme les structures régionales de Culture et Liberté et de Léo-Lagrange pourront, si elles le désirent, participer à la préparation de ces journées d'études.

Une nouvelle promotion de 16 élèves est entrée en formation à Paris le 1er janvier 1975. Sa scolarité se déroule au Siège de la rue Cassette, sous la direction pédagogique et administrative de Marc VIGNAL, qui effectuera un rapport.

Le Secrétariat d'Etat à la Jeunesse a décidé de modifier à partir de janvier 1976 les conventions en vigueur, dans le sens d'une plus grande décentralisation. Les promotions confiées à Peuple et Culture Isère et à Peuple et Culture Région Parisienne devront faire l'objet de conventions avec les Fonds régionaux correspondants, la promotion directement prise en charge par l'association nationale continuera à faire l'objet d'une convention nationale. A cette occasion le Secrétariat

d'Etat nous a accordé une augmentation du nombre total des élèves qui atteint maintenant 45.

Parmi les problèmes que nous pose l'Ecole s'inscrivent en premier lieu :

- la nécessité de trouver un équilibre entre l'aspiration des élèves à des formes plus ou moins précises d'autogestion et d'autoformation d'une part, et la nécessité pour notre mouvement de leur donner une formation sérieuse, opérationnelle, à la fois théorique et pratique.
- la nécessité d'assurer à tous les élèves un débouché professionnel en relation avec leurs capacités et leurs goûts.
- la nécessité de préciser et d'améliorer les conditions de recrutement.

Comme la formation professionnelle continue, l'Ecole correspond pour nous à un besoin profondément ressenti car l'un des principaux mouvements français de formation d'animateurs ne saurait rester à l'écart d'une évolution qui renforce sans cesse le côté professionnalisé de l'animation.

Parmi les extensions à envisager pour 1976 peuvent être mentionnées :

- la création éventuelle d'une ou de plusieurs nouvelles sections régionales de l'Ecole d'Animateurs,
- une participation de Peuple et Culture à des activités de formation de personnel hospitalier,
- une expérience Peuple et Culture de reconversion pour les professions d'animation et de formation de certaines catégories de chômeurs.

IV – DINERS-DEBATS ET APERITIFS DU FORMATEUR

Après avoir dû abandonner nos dîners-débats pour des raisons financières depuis la rentrée d'octobre 1974 nous avons pu décider de les reprendre en fin d'année 1975 grâce à l'aide et la compréhension de la direction du Foyer International d'Accueil de Paris.

Les apéritifs de formateur, lancés par Jean-François CHOSSON ont pu continuer pendant l'année entière : quatre réunions ont été programmées avant les grandes vacances.

Ces deux activités, dont nous vous avons rendu compte en détails dans notre précédente lettre sont d'une importance considérable pour le prestige et l'autorité dont Peuple et Culture peut jouir parmi les responsables des divers secteurs d'activité au niveau national. La suspension momentanée des dîners-débats nous avait valu de nombreuses manifestations de regret.

V – ACTIVITES INTERNATIONALES

Ce secteur d'activité auquel nous sommes cependant très profondément attachés a subi d'une façon particulièrement cruelle le contre-coup des mesures d'économie décidées à la fin 1973. Les activités internationales sont en effet génératrices de dépenses considérables, alors que les aides publiques sont rares et modiques. Pourtant il nous paraît essentiel que notre pratique, dans tous les domaines, se situe à un niveau qui dépasse l'expérience française.

Les échanges franco-britanniques et franco-polonais, développés depuis 1970, ont de ce fait subi une éclipse.

Nous avons repris contact avec nos amis italiens de l'*Unione per la cultura popolare* ; une rencontre sur les problèmes du

congé d'éducation est programmée à Meina, près de Côme, pour la dernière semaine d'avril 1976.

Sur ce même thème a été effectuée cette année, une étude de la Fondation européenne de la Culture en Suède, en Italie, en République Fédérale d'Allemagne et en France. Un jeune sociologue allemand, chargé de l'étude pour la France, a été accueilli rue Cassette en vertu d'un contrat que nous avons conclu avec la Fondation. C'est toujours le congé éducatif qui constitue le thème central de la session que le Bureau européen de l'Education Populaire tiendra à Marly-le-Roi pendant la première semaine de novembre. Cette session a été organisée par le G.E.R.E.A. ; j'ai fait partie de la commission préparatoire et j'animerai une des tables rondes inscrites au programme.

Les rencontres franco-allemandes restent pour nous le principal et à présent presque l'unique secteur actif dans le domaine international. La plupart des activités sont, ici aussi, du ressort des associations régionales et à recrutement limité. Pour la fin de l'année nous pensons organiser un voyage d'étude en République fédérale d'Allemagne sur le thème **Chômage et Formation** qui aura déjà fait l'objet de notre dîner-débat de novembre.

Le développement de nos relations avec l'Algérie décidé après le voyage que notre Conseil d'Administration fit dans ce pays en 1973 ne progresse pas au rythme que nous avions souhaité. Des lenteurs administratives entravent beaucoup de projets. Nous ne nous en félicitons que davantage quand on voit des échanges devenir réguliers.

Nos associations régionales ont pu, elles, maintenir ou développer des relations (rencontres, échanges, voyages, études) avec de nombreux pays européens et méditerranéens (Isère-Algérie, Corrèze-Portugal, Haute-Savoie-Suisse) etc.

VI — PUBLICATIONS

Le deuxième grand secteur d'activités de notre mouvement a reçu de plein fouet les contre-coups des difficultés économiques et financières. Conformément aux décisions prises par la précédente A.G. nous avons modifié la technique d'impression de nos **fiches** et réduit considérablement le tirage. En renonçant à envoyer gratuitement les fiches à tous nos adhérents, nous nous sommes placés à cet égard dans une position de vérité : les abonnés et les acheteurs des fiches sont à présent des personnes et des organismes véritablement intéressés par ce produit, comme nos adhérents sont des personnes véritablement intéressées par notre Mouvement.

Pour développer la diffusion des fiches un certain nombre de mesures peuvent être envisagées :

- des campagnes d'abonnement au niveau des associations régionales,
- une campagne de diffusion centrale auprès de publics-cible soigneusement choisis ; nous préparons actuellement une actions de ce genre pour le début de 1976,
- une offre de titres plus rationnelle, plus fonctionnelle et plus cohérente.

Enfin, il faudrait enrichir la gamme de nos productions par une collection de fiches méthodologiques. Le service formation étudie actuellement cette question.

Notre collection **Regard Neufs** aux Editions de Seuil s'est enrichie cette année du livre de Jean-François Chosson sur l'Entraînement mental qui représente pour Peuple et Culture un acquis capital.

Cependant, la crise de l'édition rend nos partenaires du Seuil particulièrement prudents : néanmoins un nouveau titre paraîtra en 1976. **Le Théâtre** de Georges JEAN dont le manuscrit est achevé. Plusieurs ouvrages anciens sont épuisés et susceptibles d'être réédités en 1976, parmi ceux-ci figurent au premier rang **La Montagne** et **L'Europe**. Un de nos amis de Peuple et Culture Nord a pu faire paraître dans une autre collection un intéressant volume sur la musique **Libérer la musique**. Je suis convaincu que les travaux du groupe Autoformation par la Documentation constitué à la suite de l'A.G. de 1973 devraient aboutir à un produit très intéressant pour de nombreux animateurs et formateurs.

L'absence d'un organe d'information et d'opinion à la hauteur de la réputation et de l'émulation de Peuple et Culture se fait toujours cruellement sentir. Aucune des revues existantes ne remplit entièrement cette fonction dans le secteur de la Formation permanente, de l'Animation culturelle et de l'éducation des adultes. Nous ne pouvons que regretter ce vide et notre incapacité de le remplir.

La situation, sur ce plan, est depuis longtemps paradoxale et risque de le rester encore longtemps : ceux d'entre nous qui écrivent et rédigent sur les problèmes de la compétence de Peuple et Culture, même et surtout s'ils ont un nom un peu connu, sont réduits à donner leur contribution à des revues extérieures au Mouvement.

VII — ETUDES ET RECHERCHES

Il convient de rappeler que Peuple et Culture n'est pas un centre de recherches conçu et équipé à cette fin. Nos activités dans ce domaine doivent rester liées à notre réalité et avant tout à nos formations. Elles peuvent et doivent contribuer à

l'avancement des méthodes de formation à l'élucidation de tel ou tel problème, à la lutte contre tel ou tel obstacle, à l'évaluation de tels ou tels résultats. Elles doivent être menées avec prudence et modestie.

Dans ce secteur, nous pouvons énumérer pour 1975 les actions suivantes :

- les réunions du Centre d'Etudes et Programmation qui regroupent tous les quinze jours, rue Cassette, un certain nombre de formateurs, désireux d'approfondir des problèmes de théorie ou de méthodes,
- les consultations du Centre d'Etudes et de Programmation : chaque mercredi notre camarade DUMAZEDIER, assisté d'Hélène de GISORS est à la disposition de tous les militants et collaborateurs de Peuple et Culture pour étudier avec eux les questions qui les préoccupent. Ce travail patient et peu sonore est d'une très grande utilité pour l'ensemble du Mouvement.
- Les travaux de la Commission Méthodes dont la tâche la plus importante est évidemment mais non exclusivement, la préparation de la session de Marly. Claude POTIER, son nouveau responsable donnera des indications plus précises sur les travaux et projets de sa commission.
- les travaux du groupe Autoformation par la Documentation qui s'est réuni lui aussi plusieurs fois et dont les productions écrites sont en voie de diffusion. J'estime que la recherche qui s'amorce ici est d'une importance capitale pour Peuple et Culture et qu'elle représente un palier comparable à celui que fut en 1945 l'élaboration de l'Entraînement mental.
- l'étude sur l'utilisation culturelle des possibilités offertes par la Loi du 16 juillet 1971. Cette étude qui nous a été com-

mandée par le Secrétariat d'Etat à la Culture, a donné lieu à l'élaboration d'un important rapport d'Hélène DE GISORS sur l'histoire de la formation professionnelle en France dans le cadre et comme élément d'une culture populaire, et à celle d'une étude de Martine ECHARD sur deux sessions de Formation organisées et réalisées par Peuple et Culture.

- l'étude sur les équipements culturels et éducatifs intégrés dans les villes nouvelles qui nous a été confiée par le Ministère de l'Equipement est suivie par Paul CHASLIN qui doit remettre un premier rapport avec le 15 novembre.
- les travaux du groupe sur la formation professionnelle continue dont il a été question plus haut et qui prépare maintenant les journées d'études de mars 1976.
- le projet d'étude sur les actions de formation destinées aux salariés les moins favorisés, dont il a également été question plus haut.
- le projet de contrat d'étude avec l'O.C.D.E. sur Chômage et Formation.

Ces projets d'études et études, qui se rattachent tous à des activités de formation ou à des problèmes de méthodes contribuent à notre propre formation continue, ils font connaître le Mouvement et ses possibilités, ils ont souvent en outre des aspects financiers fort utiles pour l'équilibre de notre budget.

VIII — LE PERSONNEL ET LES MOYENS MATÉRIELS

Une association, ce sont aussi des moyens. D'abord les moyens en hommes : les collaborateurs de tout genre et de tout statut. L'association Peuple et Culture compte actuellement des colla-

borateurs permanents, salariés du Mouvement ou fonctionnaires publics mis à sa disposition. Dans ce compte n'entrent pas les salariés des associations régionales.

L'équipe qui travaille rue Cassette comprend 9 permanents, 2 personnes à mi-temps et 5 vacataires.

La comparaison de ces données relatives au personnel permanent et du contenu du rapport d'activité montre **l'extrême modicité des moyens en personnel** permanent dont dispose l'échelon national commun.

Les activités qui relèvent directement du Service Formation national ont fait appel en 1975 à des collaborateurs rémunérés sur vacation. La plupart de ces collaborateurs sont en relation continue avec Peuple et Culture. Ils font partie ou devront faire partie du groupement des Animateurs Formateurs Nationaux.

La plupart de nos interventions sont ainsi assurées par des non-permanents. Si cette situation nous permet d'étendre le nombre de nos collaborateurs bien au-delà du cercle forcément restreint des permanents, elle pose aussi de sérieux problèmes de formation et de cohérence. La formation et le perfectionnement de nos collaborateurs représente de ce fait une obligation centrale pour le Mouvement. Nous nous acquittons de cette obligation :

- par les travaux du Centre d'Etudes et de Programmation, de la commission Méthodes et du groupe Autoformation par la documentation,
- par la prise en charge de la participation de nos permanents à des sessions de perfectionnement organisées au sein du Mouvement ou par d'autres organismes (ces activités don-

nant lieu bien entendu, à des congés de formation dans l'esprit de la loi du 16 juillet 1971).

— par les rencontres de travail.

Dans le budget prévisionnel de 1976, nous avons pour la première fois inscrit des crédits destinés au perfectionnement de nos collaborateurs vacataires ainsi que des mis à la disposition du mouvement.

Après les moyens en hommes, examinons les moyens matériels.

Les activités de 1975 sont pour une bonne partie la traduction d'un certain nombre d'impératifs financiers :

- Il nous fallait comprimer les dépenses et augmenter les recettes afin de pouvoir consacrer une somme importante à la réduction des déficits accumulés au cours des années précédentes.
- Cette politique devait être menée à bien en pleine inflation, c'est-à-dire avec des coûts dont l'augmentation était plus rapide que celle des rentrées.

Ces objectifs ont pu être atteints, mais pour y parvenir, les responsables de Peuple et Culture ont dû continuellement peser sur les coûts, rechercher les actions rentables et écarter les investissements non immédiatement productifs, même s'il s'agissait de projets justifiés par rapport à nos principes et à nos buts, ou de projets dont on pouvait espérer des résultats intéressants à plus long terme. Une politique de ce genre ne se pratique pas de gaieté de cœur.

IX — LES RELATIONS EXTERIEURES

Une association, ce sont aussi des relations et des communications, avec d'autres associations et avec des services publics nationaux et internationaux.

Nous avons en 1975 participé activement à la vie de deux regroupements dont nous faisons partie, le C.N.A.J.E.P. et le G.E.R.E.A. Le C.N.A.J.E.P. notamment, sous l'impulsion de son jeune président a développé un dynamisme nouveau qui se traduit par le fonctionnement de nombreuses commissions qui travaillent en liaison étroite avec les représentants des associations au Haut Comité de la Jeunesse. Le C.N.A.J.E.P., tout en entretenant des relations normales et fréquentes avec les pouvoirs publics a organisé, en 1975 comme en 1974, des manifestations qui attirent l'attention publique sur l'insuffisance des moyens consacrés à la Jeunesse et à l'éducation populaire.

Le G.E.R.E.A. de son côté organise d'utiles confrontations dans ses journées d'études et reçoit comme nous l'avons mentionné plus haut une importante session du Bureau européen de l'Education populaire.

Notre présence dans ces deux organismes et dans leurs commissions et groupes de travail implique une ponction importante sur le temps de travail de nos responsables. Dans la mesure où des regroupements régionaux (C.R.A.J.E.P.) existent il est vivement conseillé à nos associations régionales d'en faire partie.

Il faut encore mentionner les contacts réguliers ou espacés que les responsables de Peuple et Culture doivent établir et entretenir avec des administrations qui nous aident par des subventions ou traitent avec nous par des contrats (Jeunesse et Sports, Education, Agriculture, Culture, Universités, Santé, Travail, Formation professionnelle, Affaires Etrangères, Equipement, Qualité de la Vie, Logement etc.). Cette liste montre à elle seule

l'importance quantitative des actions et démarches que demande ce secteur, qui représente une très grande partie du travail du Secrétaire Général. Les représentants de Peuple et Culture siègent régulièrement au Haut Comité de la Jeunesse, au Conseil de la Jeunesse et de l'Education Populaire, à la Commission nationale pour l'U.N.E.S.C.O., ces représentations sont souvent elles aussi très prenantes.

L'action au sein de tels organismes n'est pas seulement importante en raison des problèmes traités et de l'influence — limitée mais réelle — qui peut s'y exercer sur des décisions gouvernementales ; elle permet aussi de constituer tout un réseau de connaissances, de solidarités et d'amitiés qui complète, pour une association nationale, l'irremplaçable apport de dévouement de ses militants et de ses collaborateurs.

Peuple et Culture est représenté, en outre, au Conseil d'Administration du F.O.N.J.E.P. et du Fonds Assurance Formation Uniformation. Nous siégeons à l'Assemblée Générale de C.O.G.E.D.E.P. et notre Secrétaire Général est membre du Conseil d'Administration de l'A.D.E.P. (Agence pour le Développement de l'Education Permanente).

Les relations avec les différentes associations de jeunesse et d'éducation populaire appartiennent à la trame de la vie quotidienne, de même que les contacts, échanges et activités communs avec les centrales syndicales. Comme cela est apparu à différentes reprises dans ce rapport, ces relations demeurent particulièrement étroites et fréquentes avec Culture et Liberté et la Fédération des Centres Léo-Lagrange. Avec ces deux partenaires privilégiés, nous avons l'intention de préparer à nouveau, en 1976, un document pour les élections municipales.

Sur le plan international notre Président Paul LENGRAND est toujours vice-président de l'Association mondiale de l'Education des Adultes. Nous venons en outre de poser sa candida-

ture au Comité exécutif du Bureau Européen de l'Education des Adultes.

X — CONCLUSIONS

L'année 1975 telle qu'elle apparaît à travers les pages et les lignes du présent rapport a été pour Peuple et Culture une **année de consolidation**.

En dépit de la crise économique ambiante, nous avons pu maintenir l'essentiel de notre travail et renforcer même certains secteurs.

Les différents aspects du mouvement : travail d'animation à la base dans certaines régions, formation d'animateurs et de formateurs, production d'instruments de travail, études et recherches, actions dans le domaine de la politique culturelle, ont tous été consacrés par nos activités, inégalement selon la conjoncture, mais dans un équilibre fécond, quoique sans cesse à recommencer.

Les conceptions sur les fonctions et rôles d'un mouvement d'éducation populaire sont certes différentes au sein de Peuple et Culture comme le sont les idées et les vœux pour l'avenir de notre mouvement. Nos idéologies personnelles, nos conceptions du monde, nos engagements sont souvent différents, comme ils l'ont toujours été dans le passé. Cependant nous avons fait la preuve, une année de plus, que Peuple et Culture est un des rares lieux où la convivance s'organise autour d'actions communes et de projets communs, dans un climat où les oppositions et les affrontements sont rendus supportables et féconds par un esprit de tolérance constructive.

Paris, le 20 Octobre 1975

Joseph ROVAN

Secrétaire Général

RAPPORT CONCERNANT LA COMMISSION METHODES

Le présent rapport a pour objectif de faire le point sur la situation actuelle de la commission méthodes. Nous examinerons successivement la production visible de la commission, c'est-à-dire les sessions méthodes qui ont lieu l'été, depuis quelques années, puis le travail moins apparent qui s'accomplit lors des séances de travail où se réunissent périodiquement ses membres. Enfin, il faudra essayer de mieux définir sa place dans le mouvement et de tracer ses perspectives d'avenir.

Les sessions de Marly-le-Roy ont remplacé, au moins en partie, les universités d'été ; elles durent une semaine et rassemblent une centaine de participants. Ce qui les différencie des universités d'été, c'est le caractère moins universel de leur objectif : en effet, l'éventail des groupes de travail offerts aux stagiaires est bien moins vaste que dans l'ancienne formule, l'intérêt central veut se porter sur le problème des méthodes : c'est-à-dire que l'entraînement mental y est privilégié, mais sans exclure d'autres méthodes de formulation, comme l'expression écrite et orale et l'appropriation du savoir par exemple. Notre effort a porté, l'an dernier en particulier sur une plus grande unité de travail ; les groupes ont été conservés, mais la partie appelée « tronc commun » a été plus intimement intégrée au thème général ; nous luttons contre l'impression de formation mosaïque que la juxtaposition d'activités peut parfois donner. L'expression corporelle a fait son apparition dans les ateliers : il ne s'agit nullement de céder à une mode, mais au contraire de tirer partie de toutes les techniques que le formateur de 1975 a à sa disposition. Nous avons également voulu que les animateurs puissent se concerter, échanger leurs expériences, et si possible bâtir en commun le stage pendant son déroulement ; le rédacteur de ce rapport attachait depuis toujours beaucoup d'importance à une telle

concertation ; elle n'a pas été facile à mettre en place, mais l'expérience de Marly 1975 paraît très positive à cet égard.

En 1976, et la session s'intitulera probablement : « l'école des adultes II ». Nous avons l'intention de faire un plus grand effort encore pour que les parties communes fassent réellement partie du stage, ne soient pas un complément, mais le centre même du travail. A partir de ces séances communes, les travaux se diversifieront dans les groupes de travail d'une part et dans les ateliers d'autre part.

Dans l'état actuel de notre préparation, sont prévus les groupes de travail et ateliers suivants :

8 groupes de travail :

- autoformation et combat social
- les travailleurs émigrés
- droit et vie quotidienne
- entraînement mental et expression corporelle
- les entraînements mentaux personnels
- animation globale (titre provisoire)
- pouvoir et parole
- appropriation de l'objet (ou appropriation du savoir)

4 ateliers :

- l'expression graphique
- l'expression musicale
- l'expression corporelle
- un atelier « sports »

Nous maintiendrons la soirée d'accueil prévue l'an dernier et qui a eu un franc succès.

Pour nous, la session est un creuset d'animateurs : les nou-

veaux y font leurs premières armes, puis viennent tout naturellement grossir les rangs de la commission. Cette activité a un budget non seulement équilibré mais bénéficiaire. Il me semble que nous pouvons dire, sans fausse modestie que nous perfectionnons la formule et que nous sommes arrivés à un résultat satisfaisant et original par certains aspects.

Le travail de la commission méthodes

Les sessions méthodes ne seraient pas ce qu'elles sont sans les travaux de la commission. Le rôle de la commission n'a jamais, à ma connaissance, été clairement défini ; je serais tenté de dire que c'est très bien ainsi : largement informelle, la commission est apte à intégrer tous ceux que la réflexion sur les méthodes intéresse : ses membres se renouvellent assez régulièrement, dans les faits la réflexion débouche toujours sur la pratique.

Les années précédentes les membres de la commission, ou plus largement les participants à ses journées d'étude se sont formés essentiellement en faisant appel à des intervenants extérieurs, en particulier à notre ami Georges JEAN. J'insisterai surtout sur l'activité de l'année 1974-1975. Nous avons décidé en effet de consacrer toutes nos séances à notre préparation de la session, pour deux raisons : d'abord nous avions le projet de nous adresser à un public en partie renouvelé, ce qui impliquait des réajustements dans nos objectifs, et nos méthodes ; ensuite nous avons tous éprouvé le besoin de nous remettre en cause. Nous avons donc tenté de préparer collectivement la session sous tous ses aspects ; cela a donné lieu à des échanges très riches, en particulier sur le plan pédagogique, nous avons d'ailleurs décidé de prolonger ces échanges en 1975-76. Cette remise en cause a coïncidé avec le départ de Jean-François CHOSSON, qui avait, pendant de longues années, assumé la responsabilité de la commission. Je me plais ici à lui rendre hommage, car, sans lui, la commission n'aurait certainement

pas connu l'activité intense qui a été la sienne. Il est cependant évident que le changement de personnes ne pouvait qu'induire un changement de style. Nous avons consacré, en fait, peu de temps, cette année à notre propre formation, puisqu'elle s'est limitée à quelques exercices d'expression corporelle et à un débat, introduit par Janine DELACOTE, consacré au livre de BEAUDELOT et ESTABLET : **L'école capitaliste en France**. Un peu paradoxalement, nous avons peu travaillé sur les problèmes de méthode, et pas du tout sur l'entraînement mental.

La place de la commission dans le mouvement et son avenir

La place de la commission est ambiguë ; en effet, elle a une production visible, et le danger serait qu'elle existât simplement pour elle-même, îlot dans une île plus vaste, ou état dans l'état. Les liens avec les autres commissions sont pratiquement nuls, sauf par l'intermédiaire de personnes, mais il ne s'agit pas alors de liens institutionnels.

C'est avec le Centre d'Etudes et de Programmation que les rapports sont plus étroits, mais c'est sans doute parce que les deux commissions chassent en fait sur le même territoire, sans d'ailleurs qu'il y ait rivalité ; la commission est très proche du service « formation », mais cela est dû, en grande partie, à la présence, dans les deux instances de Nicole CHARLOPEAU et de Paul FAYOLLE. Les liaisons avec l'école de formation sont totalement inexistantes, ce qui paraît paradoxal, et à la limite, inquiétant. Enfin, la position de la commission par rapport aux organes politiques du mouvement est flou. Nous avons tenu notre dernière réunion, en présence de plusieurs membres du Bureau national et il est essentiel à mes yeux que les liens soient plus étroits, que la marge de liberté de la commission soit clairement délimitée, et que le Bureau puisse compter sur

la commission pour d'autres tâches que la seule organisation de la session d'été.

Une fois sa place clairement définie, la commission devrait, me semble-t-il :

- **Continuer à se charger de la session méthodes organisée l'été** ; éventuellement une deuxième session pourrait être programmée.
- **Continuer à former ses membres.** Dans nos projets, il s'agit d'une formation mutuelle, en développant ce que nous avons ébauché, sous forme d'échange d'exercices de toute nature. Il s'agit en l'occurrence, de faire ensemble les exercices proposés par les autres, et pas seulement d'en proposer un catalogue ou une description. Dans ce domaine de la formation mutuelle, la commission devrait contribuer à former des formateurs de Peuple et Culture, aussi bien par exemple, pour les actions du service formation que pour l'école de formation d'animateurs. Il y a actuellement, dans la commission méthodes tout un bouillonnement intellectuel dont les formateurs devraient pouvoir profiter.
- **Développer les liens institutionnels avec les autres commissions** mais surtout avec l'école de formation. Ce dernier point me paraît capital.
- **Faire un effort de production**, et en particulier de production écrite vers l'extérieur.

Ce sera une entreprise difficile, car les multiples tâches qui nous accaparent, la plupart extérieures à Peuple et Culture, ne nous laissent guère le temps de rédiger des fiches, publiées ou non. Il n'en reste pas moins que nous devons mettre ce problème à l'ordre du jour de nos travaux de l'année.

Notre travail est modeste, le champ que nous labourons est étroit. Il m'apparaît que le bilan de l'année écoulée est largement positif, que nous nous attachons avec enthousiasme aux problèmes qui nous attendent. Nous demandons que les responsables du mouvement nous aident à rendre de plus grands services encore dans le domaine qui est le nôtre, celui des méthodes ; ce n'est qu'à cette condition que nous pourrions produire plus, tant il est vrai que nul esprit de chapelle ne nous anime. Nous n'avons jamais oublié que nous appartenons à un mouvement ; nous souhaitons que le mouvement ne nous oublie pas.

Claude POTIER

Responsable de la commission méthodes

Plusieurs stages d'Entraînement Mental sont programmés en 1976

en internat :

- du 9 au 14 février 1976, à Belfort
- du 23 au 28 février 1976, en Auvergne
- du 1er au 4 septembre 1976, dans le Nord

en externat, à Paris, sous forme de deux séquences de trois jour chacune

- les 21-22-23 avril et 12, 13, 14 mai 1976
- les 29-30 septembre - 1er octobre 20-21-22 octobre 1976

Tous renseignements peuvent vous être adressés par le Service Formation de Peuple et Culture.

RAPPORT CONCERNANT L'ECOLE DE FORMATION D'ANIMATEURS DE PEUPLE ET CULTURE NATIONAL

Pour parler de la promotion 1975-76 de l'Ecole de formation prise en charge par Peuple et Culture National, je tracerai d'abord un bref bilan des dix mois écoulés, pour ensuite dégager quelques problèmes qui en résultent ainsi que deux ou trois questions à se poser pour l'avenir.

La promotion 1975-76 a été mise en place en janvier 1975 en tenant compte de l'expérience tirée, sur le plan pédagogique, de trois promotions antérieures, et de la situation, sans précédents mais voulue, créée par la présence quasi permanente de cette nouvelle promotion dans les locaux de la rue Cassette. De plus, la majeure partie des six premiers mois (janvier - juin 1975) a été consacrée à l'aspect théorique de la formation, à des cours en salle au premier étage de la rue Cassette. Présence rue Cassette et priorité donnée à la formation théorique étaient donc, dans une certaine mesure, inséparables, et se justifiant mutuellement, l'aspect pratique de la formation étant, pour cette même période, assez fortement réduit.

Il y a eu effectivement, pendant plusieurs semaines, présence physique des stagiaires rue Cassette, mais cette présence s'est peu traduite par leur intégration dans la vie du mouvement. Il a sans doute manqué dans ces premiers mois une information solide et motivante sur le mouvement lui-même. En ce qui concerne la formation proprement dite, la phase théorique prévue n'a pas eu l'ampleur imaginée. On a assisté à une remise en cause partielle du contenu et des méthodes de la formation par le groupe, qui d'autre part a souhaité davantage d'activités pratiques. D'où, après discussions et échanges de vues, une restructuration des mois de mai et de juin qui s'est traduite par la limitation de l'enseignement théorique à des contenus correspondant aux unités de valeurs du CAPASE, la participation

des stagiaires à divers stages extérieurs choisis individuellement et l'organisation d'activités de groupe « autogérées » dans un local extérieur.

On peut admettre qu'en partie au moins, ces difficultés ont résulté de la composition du groupe, qui n'a pas vécu sans tensions internes dues aussi bien au caractère et aux attentes de chacun qu'aux différences entre ceux qui avaient ou n'avaient pas des connaissances préalables étendues et surtout une pratique réfléchie de l'animation. Ceci dit, la constitution d'un groupe homogène ne semble ni possible ni souhaitable. Quoi qu'il en soit, ces difficultés ont résulté également de l'absence de définition, de la part du mouvement Peuple et Culture, du type d'animateur qu'il souhaite former, et d'un recrutement opéré le plus clairement possible sur la base d'une telle définition. Sans vouloir dresser ici une typologie plus ou moins complète de l'animateur, on peut distinguer entre d'une part l'éducateur, travailleur social répondant à des insuffisances d'accueil, d'activités de loisir ou de solutions aux problèmes de délinquance, et d'autre part l'animateur, enseignant de type nouveau, homme de mise en relation « culture-public », homme qui donne à avoir, à entendre, à penser, etc. Il me semble que de ces deux types Peuple et Culture est le plus apte à former le second : il faudrait en reprendre conscience, y réfléchir, puis jouer cartes sur table. Il est indispensable de se pencher sur cette question du double point de vue de la pratique et des besoins culturels dans la France de 1976 et de l'action de Peuple et Culture en tant que mouvement d'éducation permanente ayant sa spécificité propre.

Peut-être l'intégration d'une promotion rue Cassette en deviendrait-elle plus aisée, et justifiable. Il faut ajouter que l'intégration dont il est question ici devrait se définir au niveau non seulement de l'institution qu'est la rue Cassette, mais aussi et surtout de ceux qui y vivent et y travaillent. Il n'a pas été facile de constituer, en liaison avec l'Ecole, un véritable collec-

tif d'intervenants, et les responsables de Peuple et Culture n'ont pas que l'Ecole comme matière à réflexion et à préoccupations. On trouve également rue Cassette des personnes disposant d'une pratique dont l'Ecole pourrait largement bénéficier : je songe à Nicole CHARLOPEAU, à Paul FAYOLLE, à Dominique PAINI. Je n'ignore pas que sont ainsi soulevées des questions d'organisation et de travail quotidien, mais je pense que leur examen pourrait utilement contribuer à un renouveau de cette activité.

Marc VIGNAL

DECISIONS PRISES PAR L'ASSEMBLÉE GENERALE

- L'Assemblée Générale a approuvé à l'unanimité le rapport financier pour 1974 et les comptes provisoires de 1975 arrêtés au 31 octobre 1975.
- L'Assemblée Générale a approuvé la création et le texte des statuts d'une association Peuple et Culture Lot.
- L'Assemblée Générale a entendu un rapport sur la création imminente d'une association Peuple et Culture Wallonie.
- L'Assemblée Générale a fixé du 29 Mars au 3 Avril 1976, la tenue d'une semaine d'études de type « Boulouris », réunissant les principaux responsables de toutes les activités et structures du Mouvement. Une commission composée de Guy PALLET (Peuple et Culture Provence), Bruno CHOPIN (Peuple et Culture Isère), Jacques HEDOUX (Peuple et Culture Nord) et Paul FAYOLLE (Service Formation de Peuple et Culture National) a été chargée de préparer cette session.
- L'Assemblée Générale a fixé aux 11, 12 et 13 novembre 1976 les dates de l'Assemblée Générale ordinaire et du Congrès triennal du Mouvement.

Quand vous recevrez cette lettre, ce sera déjà la nouvelle année. Peuple et Culture adresse ses vœux les plus cordiaux à tous ses adhérents et amis.

Que ferons-nous ensemble en 1976 ? Notre mouvement comme toujours devra s'efforcer d'intégrer ses objectifs permanents de justice et d'émancipation et les préoccupations majeures de l'actualité, tant française qu'internationale, de les réunir en faisceau. Et d'abord, le chômage, qui pèse si lourdement sur tant de travailleurs et sur leurs familles ; **Chômage et formation** a été le thème du premier des dîners-débats de Peuple et Culture de cette saison le 19 novembre 1975. Autour de Jean-Daniel REYNAUD, du Conservatoire des Arts et Métiers, et de notre fondateur Joffre DUMAZEDIER, nous avons réfléchi ce soir là aux nouveautés qui surgissent dans les relations entre le travail, le loisir et la formation. Le statut social et moral du chômage a changé ; si ses réalités matérielles en font toujours, dans la plupart des cas, un terrible fléau, la part du travail dans la vie des hommes change, et avec elle la valeur que nous attachons au travail. La nécessité de formations, continuellement offertes et continuellement entreprises, pour la vie de travail, pour la vie de loisirs — et aussi pendant les périodes de chômage et pour en sortir — s'impose avec une vigueur sans cesse accrue. Que faire pour que le chômage ne soit pas un temps mort et pour que pendant son chômage le travailleur s'arme mieux pour sa vie professionnelle comme pour ses combats de militant et de citoyen, et aussi pour ses autres fonctions d'homme et de femme ?

Ce sont là des questions que nous aurons à nous poser cette année, et les réponses à ces questions, nous aurons à les expérimenter. En même temps, nous devons insérer au cœur de toutes nos formations la préoccupation d'un travail non seulement mieux assuré et plus humain, mais moins asservissant, aliénant et abrutissant. C'est une tâche sans fin pour Peuple et Culture

que de fournir aux travailleurs des moyens, des instruments qui les aideront à transformer le travail, et d'établir de nouveaux rapports entre ce que nous faisons à l'atelier comme au bureau, et ce que nous faisons dans nos quartiers d'habitation et dans nos séjours de vacances, dans nos lieux d'études et de formation.

C'est dans ce cadre que se posera pour nous en 1976 la question de la révision de la loi sur la formation professionnelle continue que nous préparerons par un important Colloque en mars prochain avec plusieurs associations amies : accroître le pouvoir de décision des salariés sur la formation, étendre le cercle des bénéficiaires, inclure dans les programmes des préoccupations plus générales, plus « culturelles » ; telles vont être nos grandes lignes de recherche. Tout se tient, on le voit facilement dans ce vaste secteur dont nous aurons souvent à parler cette année. Il nous faudra, dans un autre domaine, songer aux exigences d'une politique culturelle démocratique, que nous devons élaborer et présenter aux candidats qui brigueront au printemps 1977 les suffrages de leurs concitoyens.

Bonne année et bon courage pour le travail qui nous attend.

PEUPLE ET CULTURE

Copyright Peuple et Culture
Tous droits de reproduction réservés

Com. Parit. 33.096
Dépot légal : 3ème trimestre 1975

Réalisation : E.A.G. 11, rue Vaudetard
92130 Issy-les-Moulineaux Tél. : 645.69.27